

Lectures d'afkar/idées



IEMed. Mediterranean Yearbook 2024. IEMed, Barcelone, 2024. 473 p.

L'*IEMed. Mediterranean Yearbook 2024* présente une analyse complète des défis et des transformations auxquels le bassin méditerranéen est confronté au XXI^{ème} siècle. Il se distingue également par l'introduction d'une approche multidisciplinaire qui intègre différents domaines d'analyse, favorisant une compréhension approfondie des dynamiques structurelles au sein de la région et des interactions entre les acteurs locaux, régionaux et internationaux. Cette publication se caractérise par une approche holistique qui permet d'aborder les dynamiques structurelles de la Méditerranée également par le biais d'études de cas. Celles-ci illustrent la façon dont les tensions et les opportunités sont façonnées de manière unique dans chaque contexte, explorent les particularités des acteurs locaux et offrent un aperçu critique des modèles communs et des influences externes qui déterminent le paysage régional.

L'édition 2024 de l'*IEMed. Mediterranean Yearbook* aborde deux scénarios géopolitiques clés, la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. Le conflit ukrainien a modifié les politiques énergétiques en Méditerranée, tout en ayant un

impact sur les routes commerciales et les alliances internationales. La Chine et la Russie ont intensifié leur présence dans la région par le biais d'investissements stratégiques dans des infrastructures clés, façonnant une nouvelle réalité de concurrence pour les ressources et de réalignement des intérêts internationaux. Ce scénario souligne les contradictions internes d'une région dont la sécurité reste vulnérable aux tensions extérieures. La Méditerranée orientale continue d'être un terrain de dispute pour les ressources énergétiques, avec des acteurs tels que Chypre, la Grèce, la Turquie et la Libye qui se disputent le contrôle de zones riches en hydrocarbures. Malgré les efforts diplomatiques, l'absence de consensus et la persistance d'intérêts nationaux divergents restent un obstacle à une coopération efficace.

Le changement climatique constitue l'un des principaux domaines d'analyse de l'édition 2024. Elle montre comment ce phénomène aggrave les inégalités, augmente l'insécurité alimentaire et provoque des déplacements forcés de population, notamment dans les pays les plus vulnérables de la Méditerranée. Malgré certains progrès dans la promotion des sources d'énergie renouvelables, les efforts actuels sont insuffisants pour lutter contre les effets dévastateurs du réchauffement climatique mondial.

Un autre thème important est la politique étrangère et de sécurité de l'UE, qui met l'accent sur la nécessité d'une plus grande cohérence et d'une meilleure coordination entre ses membres pour relever les défis mondiaux dans un contexte global en pleine évolution. La crise du Sahel reste l'une des principales sources d'instabilité, exacerbée par l'extrémisme violent et l'incapacité des gouvernements locaux à assurer la sécurité et le contrôle territorial. L'*IEMed. Mediterranean Yearbook 2024* consacre une analyse complète aux politiques migratoires de l'Union européenne, soulignant que les réponses institutionnelles continuent d'être fondées sur une approche sécuritaire et sur l'externalisation des responsabilités vers les pays de

transit. Cette stratégie s'est avérée inefficace et a aggravé la vulnérabilité des migrants, les exposant à de graves violations des droits de l'homme. Entre temps, la publication met en garde contre la nécessité d'une approche holistique plus humanitaire et collaborative, fondée sur la dignité et les droits de l'homme, qui ne peut plus être limitée par la fragmentation des politiques nationales et l'absence d'une vision commune pour relever les défis partagés. Dans le domaine économique, l'édition 2024 se penche sur les problèmes structurels des économies maghrébines, caractérisées par une faible diversification, un taux de chômage élevé chez les jeunes et une inflation persistante, autant de facteurs qui entravent les progrès vers un modèle de développement durable.

L'*IEMed. Mediterranean Yearbook 2024* consacre une attention significative aux études de cas sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, en relatant les facteurs externes et internes à l'origine des conflits et en examinant les défis diplomatiques de la région. L'analyse des dynamiques régionales met en évidence un contexte très complexe dominé par la résilience autoritaire et les crises structurelles. Les acteurs extérieurs choisissent souvent de collaborer avec des gouvernements autoritaires, afin de garantir la stabilité économique et le contrôle des ressources, en ignorant les demandes populaires pour une plus grande représentation et une gouvernance participative.

Une perspective de genre a été intégrée dans l'analyse des besoins des femmes dans les contextes de conflit, les interventions humanitaires et les processus de paix. La communauté internationale a concentré ses efforts sur les aspects politiques et militaires des conflits, mais a tardé à intégrer les demandes spécifiques des femmes dans ses efforts de médiation et de réconciliation. En Syrie, les tensions géopolitiques continuent d'être exacerbées par l'intervention d'acteurs extérieurs qui ont transformé le pays en un échiquier de la concurrence pour l'influence régionale. L'absence de solution politique négociée et l'instabilité persistante dans de nombreuses

régions du pays entravent considérablement les efforts de reconstruction au sens large. De même, la transition politique libyenne progresse lentement et l'intervention internationale a contribué à la fragmentation du pays.

La question palestinienne est un autre thème central de l'*IEMed. Mediterranean Yearbook 2024*.

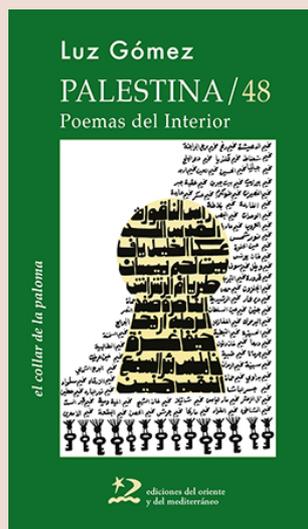
L'analyse porte sur l'enlisement du processus de paix et l'escalade de la violence, en particulier à Gaza et en Cisjordanie, avec un impact dévastateur sur la population civile et une crise humanitaire profonde. L'intervention à Gaza a mis en évidence de profondes inégalités entre les hommes et les femmes, affectant de manière disproportionnée les femmes palestiniennes, qui étaient déjà confrontées à une discrimination structurelle et sociale en raison de l'occupation israélienne.

L'environnement de répression et de contrôle de l'autonomie et du corps des femmes palestiniennes se manifeste par des violences physiques et psychologiques, des abus domestiques et des agressions sexuelles, mais aussi par l'alourdissement de leurs responsabilités familiales, dans un contexte d'infrastructures détruites, de ressources limitées et de services médicaux et de santé rares. Cependant, les femmes palestiniennes ont joué un rôle crucial dans la résistance civile. Les organisations féministes et les groupes de femmes ont joué un rôle clé dans la mobilisation des communautés et la dénonciation des abus, en adoptant de nouvelles formes d'activisme qui remettent en question les structures patriarcales au sein de leurs propres sociétés.

En conclusion, l'*IEMed. Mediterranean Yearbook 2024* offre un regard approfondi et critique sur les défis complexes auxquels est confrontée la région méditerranéenne, marquée par des tensions géopolitiques, des crises structurelles et une vulnérabilité croissante au changement climatique. Les dynamiques internes et externes, de la guerre en Ukraine aux conflits au Moyen-Orient, transforment le paysage régional et exacerbent des

problèmes historiques tels que la concurrence pour les ressources et l'absence de consensus sur les politiques migratoires. Cette édition offre une vue d'ensemble actualisée des dynamiques clés, fournissant des outils analytiques pour relever les défis géopolitiques, économiques et sociaux qui définissent le présent et l'avenir de l'espace méditerranéen.

— *Lucía García Del Moral. Fondation Euroárabe, Grenade*



PALESTINA/48. Poemas del Interior. Préface, sélection et traduction de Luz Gómez, Ediciones del Oriente y del Mediterráneo, 2024, 196 p.

On dit qu'écrire, c'est se souvenir, et pour les Palestiniens, ajoute Refaat Alareer, enseignant et poète tué à Gaza, se souvenir, c'est résister à une occupation qui tente d'oblitérer l'histoire : « même lorsqu'un personnage est en train de mourir, sa dernière volonté est que d'autres racontent son histoire, comme le faisait Hamlet. Et raconter l'histoire en elle-même devient un acte de vie ».

Luz Gómez, l'une des figures les plus marquantes de l'arabisme espagnol, a eu la bravoure et le discernement de réunir dans cette anthologie de poésie bilingue (espagnol-arabe) trois histoires avec des noms et des prénoms : Rashid Hussein (1936-1977), Samih al Qasim (1939-2014) et Taha Muhammad Ali (1931-2011), trois

poètes de Palestine qui sont à peine connus du lecteur hispanique.

Bien que dissemblables par leur langage et leur démarche poétique, ce qui témoigne de la diversité de cette littérature, tous trois font partie de la même génération d'un groupe généralement ignoré : les Palestiniens de l'intérieur, ceux qui sont restés après la proclamation d'Israël en 1948. Les témoins oculaires de la Nakba, le processus de dépossession et de nettoyage ethnique du peuple palestinien. Ceux qui ont coexisté avec les déportations, la spoliation des terres, les châtiments collectifs, les couvre-feux, la marginalisation, la soumission... L'imposition d'une citoyenneté de seconde classe : les « Arabes » israéliens, qui les a nominalement dépouillés de leur palestinité ; des étrangers dans leur propre patrie selon la loi et l'imaginaire sioniste, une réalité systématiquement perpétuée par les gouvernements israéliens successifs jusqu'à aujourd'hui. En bref, il s'agit d'un groupe de poètes qui, immergés dans un climat culturel défavorable – étroitement surveillé par la censure militaire et clôturé de l'extérieur, afin d'asphyxier toute velléité d'identité – ont réussi à s'élever des cendres encore fumantes de la Nakba pour brandir leurs vers face à l'occupation, faisant de la poésie patrie.

Dans la préface, documentée, de l'ouvrage, Luz Gómez nous présente les auteurs et les événements qui ont marqué leur travail poétique et leurs sentiments humains respectifs, événements qui sont également cruciaux pour la compréhension de l'histoire de la Palestine/Israël jusqu'à nos jours.

De Rashid Hussein elle raconte qu'il a été surnommé « le premier poète arabe de l'État d'Israël » (11), ce qui témoigne de la réalité culturelle dans laquelle il s'est construit. Il a été un pionnier de la poésie de la résistance, par laquelle la terre est révéérée et gagne en tempérament (61). En 1965, il a obtenu une bourse pour étudier aux États-Unis, où il a dû rester. L'actualité, d'une manière ou d'une autre, est toujours présente dans cette anthologie : dans le poème « Gaza, ma bien-aimée », récupéré par divers médias arabes après le début du massacre auquel nous assistons, Hussein semble avoir

perdu confiance dans les soutiens et les discours stériles : « fatigué des discours des nains,/ ah Gaza,/ fatigué. Derrière moi, il y a la mer/ et le feu devant moi » (57).

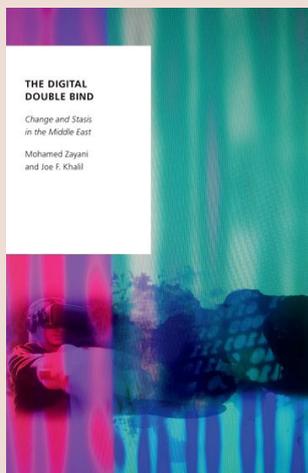
Des trois poètes, Samih al Qasim est peut-être le plus connu en Espagne grâce à l'anthologie que Luz Gómez nous a procurée à l'occasion de la visite de l'auteur à Madrid en 2000. Journaliste, instituteur, militant communiste et représentant de l'union et des lettres arabes, il fut le premier Druze à refuser de participer au service militaire, ce qui lui valut d'être emprisonné. Déjà dans les années 1960, ses poèmes circulaient de bouche à oreille dans différentes régions de Palestine : « Je ne demande la permission à personne. / Je croque la pomme de ma mort / et je chante / à la liberté ! » (87).

Taha Muhammad Ali se décrit lui-même comme « un musulman qui vend des bibelots chrétiens aux juifs » (19). Il s'est fait connaître un peu plus tard que ses confrères (certains poèmes rassemblés datent des années 2000), se distinguant par le ton, l'esthétique et un langage plus sobre : « il est le poète qui sait que lorsque nous mourrons "la haine sera / la première chose à pourrir / avec nous" » (19). Il est considéré comme un « présent absent », ceux qui ne figuraient pas dans le premier recensement israélien au début de la Nakba, « une sorte d'apatrides réfugiés sur leur propre terre » (14).

Luz Gómez rappelle qu'il fut un temps où la poésie favorisait une certaine coexistence entre Juifs et Palestiniens, et comment ces esquisses ont été frustrées après la guerre de 1973 ; « les poèmes ne suffirent pas : un poème n'est rien d'autre qu'un pont de papier », disait Amon Kenan, journaliste israélien (18). À la lumière des événements actuels, *Palestina/48* démontre que la poésie seule ne suffira pas à arrêter une guerre, mais, comme dans ces vers de Rashid Hussein, elle témoignera de l'injustice, nous rendra complices de la douleur des autres, reconnaîtra l'humanité et la dignité de ceux qui la subissent : « Je m'oppose à ce que mon fils soit un héros à l'âge de dix ans / qu'une bombe jaillisse du cœur d'un arbre / que les troncs de mon verger soient des potences / que les rosiers de ma maison servent de

tranchée. / Je m'oppose à tout ce que vous voulez... / mais si le feu a avalé / mes camarades / ma jeunesse / ma terre / comment mes vers pourraient-ils ne pas être un fusil ? » (50-51).

— Alberto Benjamín López Oliva,
Université Saint-Joseph de Beyrouth



The Digital Double Bind. Change and Stasis in the Middle East, Mohamed Zayani et Joe F. Khalil, Oxford University Press, New York, 2024, 304 p.

Dans les années 1950, l'anthropologue Gregory Bateson développe la théorie de la « double contrainte » pour expliquer la communication paradoxale et rechercher les causes psychologiques de la schizophrénie. Mohamed Zayani et Joe F. Khalil revisitent ce concept pour retracer la transformation et la dynamique numérique au Moyen-Orient, ainsi que pour examiner et passer au crible tout ce qui a déjà été écrit à ce sujet, et pour proposer une analyse approfondie, actualisée et *in situ*.

Le titre du livre annonce déjà sa conclusion : le Moyen-Orient est le foyer d'impulsions entrelacées de changement et d'immobilisme. La transformation numérique en cours est aussi complexe et multiforme que cette région vaste et diverse, et que ses dynamiques sociopolitiques, économiques et culturelles. Il ne s'agit pas d'un paradoxe, affirment les auteurs, mais d'une juxtaposition de logiques apparemment incongrues qui pourtant coexistent, se nourrissent les

unes des autres, ont été intégrées dans la vie quotidienne de la population et font intrinsèquement partie de cette transformation.

C'est l'utilisation de l'adverbe apparemment (incongru, contradictoire, paradoxal) qui sous-tend le discours des auteurs. Rien n'est ce qu'il semble être à première vue au Moyen-Orient ; c'est beaucoup plus que cela et c'est chargé d'histoire. Cela ne peut donc être interprété ni dans un présent perpétuel ni à travers une logique binaire résolument très occidentale dans son approche de toute question dans ce domaine. Appliqué à la révolution numérique et à son développement, à son impact et à ses possibilités dans la région, les auteurs critiquent la simplification et un certain « orientalisme numérique », et proposent une lecture plus fluide, nécessairement désoccidentalisée, dans laquelle le numérique et le pré-numérique se chevauchent et où le changement et la paralysie ne s'excluent pas mutuellement.

La thèse sous-jacente est intéressante : les outils qui favorisent le changement sont ceux qui perpétuent l'immobilisme (sic). Ou, dans un sens plus large et avec des implications plus perverses : les dynamiques qui remettent en cause la paralysie sont celles qui contribuent aussi à la maintenir. Je me concentre sur ce que je connais – le binôme résistance/dissidence/expression et répression/censure/suppression – et la notion de double contrainte me renvoie à celle de cercle vicieux, de poisson qui se mord la queue, de guerre éternelle et inégale entre le chat et la souris, où le rongeur tenace ne peut gagner que des petites batailles et où le félin rusé ne perd jamais le contrôle d'une réalité déterminé par les actions de l'un et de l'autre.

Une telle déclaration de principe donne certainement à réfléchir, même si je ne suis pas sûre qu'elle soit nouvelle ou même unique au Moyen-Orient. C'est le cas depuis l'introduction de l'Internet dans la région à la fin du XX^{ème} siècle. Comme le rappelle le livre, les régimes qui l'ont importé pour développer leurs économies ont réussi à en limiter l'accès à la population. Les technologies utilisées pour la mobilisation et la dissidence

sont aussi celles qui ont été utilisées pour la censure et la répression.

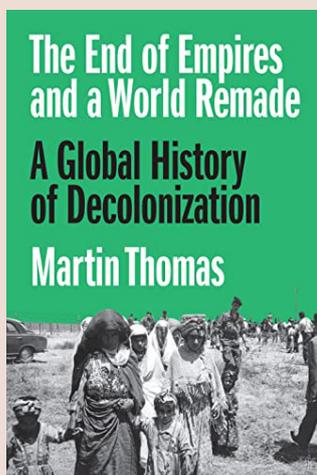
Trois décennies plus tard, alors que le numérique est déjà le vaste territoire sur lequel se joue la politique du quotidien (sic), les outils qui ont renforcé l'activisme et la liberté d'expression sont aussi ceux qui ont donné naissance à de nouvelles formes d'« autoritarisme numérique » et facilité de nouvelles techniques sophistiquées de propagande et de désinformation pour contrôler et brouiller le message. Ainsi, le concept de « double contrainte » pourrait également s'appliquer à l'Europe schizophrène d'aujourd'hui, où l'extrême droite a très bien su exploiter les nouvelles technologies pour exploiter les vulnérabilités et promouvoir l'idéologie ultra réactionnaire. Il suffirait peut-être de remplacer le concept d'immobilisme par celui de régression.

Au-delà de l'effort de compilation des pratiques numériques politiques, économiques et culturelles, le livre est presque plus intéressant pour les questions qu'il soulève et les réflexions qu'il suggère que pour les réponses qu'il peut apporter. Il a peut-être le défaut de vouloir trop couvrir et donc d'ajouter de la complexité à la complexité : chacun des aspects qu'il soulève pourrait faire l'objet d'une recherche approfondie, de même que chacune des trois sous-régions qu'il décrit à l'intérieur de la région d'après ITC (leaders, aspirants et retardataires).

Je reviens donc à la question de fond qui m'intéresse, car elle touche à un débat intense et non résolu : la notion de « technologie libératrice » qui a dominé le discours médiatique et académique occidental sur le printemps arabe, un déterminisme technologique *soft* qui attribue presque plus de mérite aux outils numériques qu'aux personnes qui les utilisent, qui se les approprient, qui les transforment et qui les intègrent dans leur vie quotidienne. Bien que les auteurs le dénoncent, ils partagent certains des postulats de l'euphorie de l'époque en soulignant l'horizontalité du numérique, son penchant pour l'ouverture et l'échange, sa capacité émancipatrice ou ses effets égalisateurs, et en concluant que ce sont les élites résistantes et résilientes au

changement qui annulent le potentiel transformateur de la technologie en la cooptant pour maintenir le contrôle, l'hégémonie et leur propre bénéfice. Il s'agit là véritablement d'une double contrainte universelle.

— *Lali Sandiunge, journaliste*



The End of Empires and a World Remade. Martin Thomas, Princeton University Press, 2024. 672 p.

The End of Empires and a World Remade est un ouvrage bien documenté qui risque parfois de succomber sous le poids de sa propre érudition. Mais il vaut la peine d'être lu, ne serait-ce que parce que peu d'hommes politiques et d'universitaires occidentaux comprennent aujourd'hui à quel point la décolonisation a façonné le processus de mondialisation qui a suivi la chute des empires britannique, français, belge et néerlandais après la Seconde Guerre mondiale. Notre monde a été radicalement réorganisé, la mondialisation promettant aux nations nouvellement indépendantes un meilleur accès aux ressources essentielles, à des réseaux d'influence plus étendus et à une audience mondiale. Martin Thomas affirme toutefois que la variante néocoloniale de la mondialisation « a renforcé les inégalités économiques et les formes impériales d'influences politiques et culturelles ».

Le lecteur ne doit pas nécessairement être d'accord avec tous les arguments de l'auteur, mais il doit accepter que ce récit des causes et des conséquences de la décolonisation

permette de mieux comprendre l'évolution de l'ordre mondial façonné par la montée du « reste du monde » ou du « Sud global », qui a tout autant surpris les médias que les hommes politiques occidentaux.

Le refus de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, sans parler de la Chine, de soutenir les tentatives occidentales d'isoler la Russie après l'invasion de l'Ukraine en 2022 a surpris de nombreux médias et hommes politiques qui avaient supposé que les points de vue américain et européen continueraient à prévaloir. Ils ont été étonnés, et souvent choqués, de découvrir que le soutien apparemment aveugle de l'Occident aux repréailles israéliennes contre la population civile de Gaza après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 a été dénoncé dans le monde entier, bien au-delà du Moyen-Orient.

La guerre n'a jamais été aussi proche de l'Europe depuis 1945. Le niveau de violence en Ukraine et à Gaza a pris les observateurs occidentaux par surprise. Ils pourraient faire pire que de lire Thomas, qui affirme que « pour la puissance impériale, la partition a été une leçon sur la façon de déformer, de surmonter et de nier la culpabilité ». Sa description du cynisme britannique dans le sous-continent indien est scientifique. Il en va de même pour son récit des années qui ont précédé la création d'Israël en 1948. L'auteur résume ainsi la politique du nouvel État : « Les Palestiniens ne devaient pas seulement être expulsés, mais leur expérience géographique devait également être niée... (leur) expérience était plus proche du nettoyage ethnique systémique que du mélange terrifiant d'insécurité, de collusion, de violence rétributive et de confiscations opportunistes pratiquées en Inde ». Les partitions ont compliqué la décolonisation. Pendant la Première Guerre mondiale, les gouvernements ottomans ont « mobilisé les frictions interethniques pour justifier le contrôle impérial central. Ironiquement, les adversaires français et britanniques des Ottomans ont fait pratiquement la même chose ». La division du territoire colonial est devenue un

autre instrument politique dans le cadre d'une géopolitique plus large de décolonisation qui comprenait des échanges de populations, des réinstallations massives et la protection des minorités au sein des nouveaux « États successeurs ». L'Inde, la Palestine, l'Irlande, le Vietnam et Chypre en ont fait les frais.

La Palestine a payé un lourd tribut aux « abîmes interprétatifs » opposés : pour ceux qui, en Europe, en Amérique du Nord et en Union soviétique, « considéraient l'Holocauste comme une manifestation du mal d'une importance suprême, les droits des Juifs à s'installer en Palestine semblaient aller de soi. Les anticolonialistes arabes étaient moins convaincus. Le FLN algérien, par exemple, insistait sur le fait que la partition ne pourrait jamais être une voie vers l'autodétermination, car son principe opérationnel était que le droit des minorités à la nation l'emportait sur celui de la majorité autochtone ». Un autre parallèle avec l'Algérie me vient à l'esprit. Dans les années 1950, « les officiers et les commandants des forces françaises considéraient encore la population algérienne comme une ardoise émotionnelle vierge sur laquelle les solutions politiques et sociologiques françaises pouvaient être dessinées ». Aujourd'hui, de nombreux médias et hommes politiques occidentaux semblent considérer les Palestiniens comme des ardoises émotionnelles vierges.

Paris et Londres ont fait de leur mieux pour dissimuler l'énorme violence infligée aux civils par les Français et les Britanniques au Vietnam, à Madagascar, au Kenya et en Algérie, mais dans ce dernier cas, le million d'appelés français envoyés en Afrique du Nord a contribué à briser la chape de silence. L'auteur insiste sur l'indifférence dont cette nouvelle a fait l'objet au Royaume-Uni, lorsqu'elle a été rendue publique. Selon lui, seul le racisme peut expliquer cette relative indifférence. Il en a été de même en Belgique après les guerres qui ont ravagé l'ancienne colonie du Congo après son indépendance en 1958 ; ainsi que pour le génocide rwandais 40 ans plus tard. La question est de savoir s'il en va de même aujourd'hui avec Gaza. La violence de l'époque coloniale post-1945 a laissé un héritage extraordinaire de mépris des normes internationales. Les États-Unis et leurs principaux alliés européens ne semblent pas avoir tiré les leçons de cette guerre, ni de la Première Guerre mondiale. L'auteur ne cache pas non plus que les nouveaux États n'ont pas été plus respectueux de ces normes que l'ancien colonisateur.

Ce livre est un véritable trésor d'histoires souvent méconnues ou délibérément occultées. En insistant sur le fait que la décolonisation est un phénomène mondial de longue durée, désordonné, généralement violent et encore incomplet, qui ne peut être compris de manière adéquate en se concentrant sur des cas isolés d'impérialisme, Martin Thomas rend

un énorme service à ses lecteurs. L'auteur écrit que, « au mépris des protestations américaines, le 16 octobre 1962, le président algérien a mis fin à ses premiers entretiens avec l'administration Kennedy non pas en rentrant chez lui, mais en se rendant directement de New York à La Havane ». L'auteur oublie qu'en pleine crise des missiles de Cuba, Kennedy a demandé à Ahmed Ben Bella d'adresser un dernier avertissement à Fidel Castro. L'« impérialisme révolutionnaire » incarné par Ben Bella n'était qu'un voile de *Realpolitik* à l'état pur.

Ce ne sont là que des brouillures par rapport aux qualités générales du livre. Chaque jour, la montée en puissance du reste du monde rappelle à l'Europe que son rêve d'une Méditerranée unie et prospère, promu par le processus de Barcelone, est brisé ; que son mépris de plusieurs décennies pour le sort du peuple palestinien a semé les graines de son insécurité future et de celle du Moyen-Orient ; que son ignorance délibérée de l'histoire russe risque de la conduire dans une impasse en Ukraine. Aucune politique étrangère digne de ce nom, que ce soit en Europe ou dans la république impériale de Washington, ne peut se permettre d'ignorer l'histoire comme l'ont fait ses dirigeants depuis la chute de l'Union soviétique.

— Francis Ghilès, CIDOB, et chercheur invité, King's College London